

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Mai 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206253]

3 OCTOBRE 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^b et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 20;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 juin 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2022;

Vu l'avis 71.937/2/V du Conseil d'État, donné le 31 août 2022, en application des articles 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Les types de coûts admissibles au travers du chèque économie circulaire sont les coûts relatifs aux services d'experts spécialisés afin d'assister l'entreprise dans l'écoconception et la mise au point de produits et services durables mais aussi dans l'optimisation et l'amélioration de procédés industriels et de processus organisationnels voire même de les accompagner dans la réflexion sur l'évolution de leur modèle d'affaires dans une logique de fonctionnalité.

La prestation relève d'une des catégories suivantes :

1^o l'étude de la faisabilité économique du projet d'économie circulaire ou d'évolution du business vers plus de circularité :

a) la détection des actions d'économie circulaire pouvant être mises en œuvre dans les processus organisationnels et le business model de l'entreprise, en visant notamment l'évolution du business model vers l'économie de fonctionnalité et de la coopération (EFC);

b) l'analyse de l'impact des actions d'économie circulaire sur les prix de revient, les coûts opérationnels de l'entreprise et les modes organisationnels;

c) l'analyse des freins et contraintes normatives, administratives et législatives et l'identification des conditions économiques ou pratiques à rencontrer ou de la stratégie à adopter pour assurer la réussite du projet;

d) l'analyse du marché potentiel et de la concurrence tenant compte du caractère circulaire de la nouvelle « activité », nouveau « service »;

e) les démarches et frais liés à la mobilisation d'une masse critique suffisante des flux entrants nécessaires sur le long terme pour assurer la pérennité du projet;

f) l'étude du déploiement du projet et définition de la stratégie : identification des phases critiques du projet dans le temps, des ressources et moyens à y affecter;

g) les frais liés à l'étude de réseaux de collecte permettant d'atteindre des masses critiques ou de mutualiser les réseaux, les frais liés à l'étude de la mise en place d'un réseau de distribution et de logistique de retours;

h) les frais liés à l'étude de l'impact économique de la dématérialisation de certains processus organisationnels en vue d'optimiser l'utilisation de ressources physiques;

i) un business plan et un montage financier permettant de concrétiser le projet d'économie circulaire;

2° les études de la faisabilité technique du projet d'économie circulaire :

a) la cartographie, dans l'entreprise ou à l'extérieur de celle-ci, des gisements ou flux, notamment des matières premières, de l'énergie, de l'eau, de leur disponibilité, de la manière de les mobiliser, de les partager ou de les mutualiser; identification et approche des partenaires concernés par cette mutualisation; les services ne sont pas inclus dans cette démarche;

b) l'analyse des freins et contraintes normatives, administratives et législatives et l'identification des conditions techniques ou pratiques à rencontrer ou de la stratégie à adopter pour assurer la réussite du projet;

c) les démarches liées aux autorisations techniques et systèmes qualité à mettre en place en amont ou en aval;

d) l'écoconception de produits :

(1) la cartographie de matériaux durables et circulaires, déjà existants sur le marché, pouvant se substituer à une matière utilisée par l'entreprise et actuellement non recyclable ou non circulaire et identification des fournisseurs potentiels;

(2) les frais de design et d'études permettant d'utiliser moins de matériaux ou d'emballages, de démonter plus facilement le produit pour le recycler ou en changer les composants, de prolonger sa durée de vie et de le réutiliser, de séparer plus facilement les éléments de l'emballage aux fins de pouvoir le recycler plus facilement;

e) l'identification des technologies existantes et équipements disponibles sur le marché et permettant la mise en œuvre ou mise en production du projet d'économie circulaire;

f) les frais liés à la production de séries test ou pilotes, éventuellement en sous-traitance chez un industriel;

3° analyse de cycle de vie (ACV) basée sur une méthode reconnue et pour laquelle l'expert attestera de ses compétences et maîtrise. Cette ACV doit avoir pour objectifs l'identification de « hot spot » (=les postes des principales sources d'émissions identifiées dans le périmètre défini, dont on a évalué l'importance. Ils feront l'objet d'une attention plus particulière étant donné que la mise en œuvre de solutions alternatives seront les plus impactantes sur le périmètre défini) et la définition d'un plan d'actions d'économie circulaire portant sur ces hot spot. Elle contiendra une estimation de leurs impacts complétée et documentée par une analyse critique:

a) Analyse du cycle de vie d'un produit ou d'un service clairement identifié et défini, ayant pour objectif l'identification de « hot spot » et des pistes d'actions d'économie circulaire (s'inscrivant sur au moins 1 des 4 piliers d'économie circulaire suivant : écoconception, logistique inversée, symbioses industrielles et nouveaux business models) ainsi qu'une estimation de leurs impacts. L'étude comportera une « photo » de la situation actuelle pour le périmètre défini et une estimation chiffrée des impacts attendus de la mise en œuvre des actions identifiées dans l'hypothèse où l'objectif visé est atteint.

b) Analyse du cycle de vie d'une partie significative de l'activité de l'entreprise ayant pour objectif l'identification de « hot spot » et des pistes d'actions d'économie circulaire (s'inscrivant sur au moins 1 des 4 piliers d'EC suivant : écoconception, logistique inversée, symbioses industrielles et nouveaux business models) et estimation de leurs impacts.

L'étude comportera une « photo » de la situation actuelle pour le périmètre défini et une estimation chiffrée des impacts attendus de la mise en œuvre des actions identifiées dans l'hypothèse où l'objectif visé est atteint.

c) Analyse du cycle de vie de l'activité globale de l'entreprise ayant pour objectif l'identification de « hot spot » et des pistes d'actions d'économie circulaire (s'inscrivant sur au moins 1 des 4 piliers d'EC suivant : écoconception, logistique inversée, symbioses industrielles et nouveaux business models) et estimation de leurs impacts.

L'étude comportera une « photo » de la situation actuelle pour le périmètre défini et une estimation chiffrée des impacts attendus de la mise en œuvre des actions identifiées dans l'hypothèse où l'objectif visé est atteint.

§ 2. Seule l'entreprise établie en société à forme commerciale au sens du code des sociétés est éligible pour les coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 2. Le paragraphe 1 de l'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « Les prestataires de services sont, pour le chèque « économie circulaire », les prestataires de services agréés dans le cadre des articles 10 et 11 du décret du 21 décembre 2016 dont les compétences et expertises sont en adéquation avec les coûts admissibles visés à l'article 7, § 1^{er}. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 octobre 2022.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206253]

3. OKTOBER 2022 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 20;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund der am 24. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 6. Juli 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 31. August 2022 in Anwendung der Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 und 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 71.937/2/V des Staatsrats;

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 7 des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio erhält folgende Fassung:

“Art. 7 - § 1. Die Kosten, die mittels des Schecks für die Kreislaufwirtschaft beihilfefähig sind, sind solche in Bezug auf Dienstleistungen von spezialisierten Sachverständigen mit dem Zweck, die Unternehmen bei der umweltgerechten Gestaltung und Entwicklung von nachhaltigen Produkten und Dienstleistungen, aber auch bei der Optimierung und Verbesserung von industriellen Prozessen und Organisationsverfahren zu unterstützen, oder ihnen sogar im Rahmen der Überlegung über die Weiterentwicklung ihres Geschäftsmodells im Sinne der Funktionalität beizustehen.

Die Leistung gehört zu einer der folgenden Kategorien:

1° Untersuchung der wirtschaftlichen Durchführbarkeit des Projekts einer Kreislaufwirtschaft oder einer Entwicklung der Geschäfte hin zu mehr Kreislaufwirtschaft:

a) Identifizierung der kreislaufwirtschaftlichen Maßnahmen, die innerhalb der Organisationsverfahren und des Geschäftsmodells des Unternehmens umgesetzt werden können, insbesondere im Hinblick auf die Weiterentwicklung des Geschäftsmodells hin zu einem auf Funktionalität und Kooperation basierendem Wirtschaftsmodell (“EFC”);

b) Analyse der Auswirkungen der kreislaufwirtschaftlichen Maßnahmen auf die Selbstkostenpreise, die Betriebskosten des Unternehmens und die Organisationsmodelle;

c) Analyse der normativen, administrativen und gesetzlichen Hemmnisse und Beschränkungen und Identifizierung der zu erfüllenden wirtschaftlichen oder praktischen Bedingungen oder der anzuwendenden Strategie, um den Projekterfolg zu gewährleisten;

d) Analyse des potenziellen Markts und des Wettbewerbs unter Berücksichtigung des kreislaforientierten Charakters der neuen “Aktivität”, der neuen “Dienstleistung”;

d) Schritte und Kosten im Zusammenhang mit der Mobilisierung einer ausreichenden kritischen Masse eingehender Materialströme, die langfristig benötigt werden, um den Fortbestand des Projekts zu sichern;

f) die Studie zur Einführung des Projekts und Festlegung der Strategie: Identifizierung der zeitkritischen Phasen des Projekts, der Ressourcen und Mittel, die dafür bereitgestellt werden müssen;

g) Kosten im Zusammenhang mit dem Entwurf von Sammelnetzen, die das Erreichen kritischer Massen oder eine Vergemeinschaftung ermöglichen, Kosten im Zusammenhang mit Untersuchungen für den Aufbau eines Vertriebs- und logistischen Rückführungsnetzwerks;

h) Kosten im Zusammenhang mit der Untersuchung der wirtschaftlichen Auswirkungen der Dematerialisierung bestimmter Organisationsverfahren mit dem Zweck, die Nutzung von materiellen Ressourcen zu optimieren;

i) Businessplan und Finanzierungspaket, die es ermöglichen, das Kreislaufwirtschaftsprojekt zu konkretisieren;

2° Studien über die technische Durchführbarkeit des Kreislaufwirtschaftsprojekts:

a) Kartographie, innerhalb oder außerhalb des Unternehmens, der Vorkommen oder Ströme - insbesondere der Rohstoffe, der Energie, des Wassers -, ihrer Verfügbarkeit, der Art, sie zu mobilisieren, zu teilen oder zu vergemeinschaften, Identifizierung und Kontaktaufnahme mit den von dieser Vergemeinschaftung betroffenen Partner; Dienstleistungen sind nicht eingeschlossen;

b) Analyse der normativen, administrativen und gesetzlichen Hemmnisse und Beschränkungen und Identifizierung der zu erfüllenden technischen Bedingungen oder der anzuwendenden Strategie, um den Projekterfolg zu gewährleisten;

c) Maßnahmen im Zusammenhang mit den technischen Zulassungen und den im Vor- oder Nachfeld einzuführenden Qualitätssystemen;

d) umweltgerechte Gestaltung von Produkten:

(1) Kartographie von auf dem Markt vorhandenen nachhaltigen und kreislauffähigen Materialien, die ein vom Unternehmen verwendetes, derzeit nicht recycelbares oder nicht kreislauffähiges Material ersetzen können, Identifizierung der potenziellen Lieferanten;

(2) Kosten für Design und Studien, die die Nutzung weniger Materialien oder Verpackungen, ein leichteres Auseinanderbauen des Produkts für dessen Recycling oder zur Veränderung seiner Komponenten, die Verlängerung seiner Lebensdauer oder seine Wiederverwendung, die leichtere Trennung von Verpackungsbestandteilen für das leichtere Recycling ermöglichen;

e) Identifizierung der bereits bestehenden Technologien und auf dem Markt verfügbaren Ausrüstungen, die die Umsetzung oder die Produktion des Kreislaufwirtschaftsprojekts ermöglichen;

f) Kosten im Zusammenhang mit der Produktion von Test- oder Pilotserien, die ggf. als Unterauftrag an einen Hersteller vergeben wurde.

3° Lebenszyklusanalyse (LCA), die auf einer anerkannten Methode basiert und für die der Experte seine Kompetenz und Beherrschung nachweisen wird. Die Ziele dieser Lebenszyklusanalyse sind die Identifizierung von "Hot Spots" (= Positionen der wichtigsten Emissionsquellen, die innerhalb des definierten Umfangs identifiziert wurden und deren Bedeutung eingeschätzt wurde). Sie werden besonders berücksichtigt, da die Umsetzung alternativer Lösungen die größten Auswirkungen auf den definierten Umfang haben wird) und die Definition eines Aktionsplans für die Kreislaufwirtschaft, der sich auf diese Hot Spots bezieht. Der Plan wird eine Schätzung der Auswirkungen enthalten, die durch eine kritische Analyse ergänzt und dokumentiert wird:

a) Lebenszyklusanalyse eines klar identifizierten und definierten Produkts oder einer Dienstleistung mit dem Ziel, "Hot Spots" und Handlungsansätze für die Kreislaufwirtschaft zu identifizieren (die sich auf mindestens eine der folgenden vier Säulen der Kreislaufwirtschaft beziehen: Ökodesign, umgekehrte Logistik, industrielle Symbiosen und neue Geschäftsmodelle) sowie eine Schätzung ihrer Auswirkungen vorzunehmen. Die Studie enthält ein "Foto" der aktuellen Situation für den definierten Umfang und eine bezifferte Schätzung der erwarteten Auswirkungen der Umsetzung der identifizierten Maßnahmen, falls das angestrebte Ziel erreicht wird.

b) Lebenszyklusanalyse eines bedeutenden Teils der Geschäftstätigkeit mit dem Ziel, "Hot Spots" und Handlungsansätze für die Kreislaufwirtschaft zu identifizieren (die sich auf mindestens eine der folgenden vier Säulen der Kreislaufwirtschaft beziehen: Ökodesign, umgekehrte Logistik, industrielle Symbiosen und neue Geschäftsmodelle) sowie eine Schätzung ihrer Auswirkungen vorzunehmen.

Die Studie enthält ein "Foto" der aktuellen Situation für den definierten Umfang und eine bezifferte Schätzung der erwarteten Auswirkungen der Umsetzung der identifizierten Maßnahmen, falls das angestrebte Ziel erreicht wird.

c) Lebenszyklusanalyse der gesamten Geschäftstätigkeit mit dem Ziel, "Hot Spots" und Handlungsansätze für die Kreislaufwirtschaft zu identifizieren (die sich auf mindestens eine der folgenden vier Säulen der Kreislaufwirtschaft beziehen: Ökodesign, umgekehrte Logistik, industrielle Symbiosen und neue Geschäftsmodelle) sowie eine Schätzung ihrer Auswirkungen vorzunehmen.

Die Studie enthält ein "Foto" der aktuellen Situation für den definierten Umfang und eine bezifferte Schätzung der erwarteten Auswirkungen der Umsetzung der identifizierten Maßnahmen, falls das angestrebte Ziel erreicht wird.

§ 2. Nur das Unternehmen, das in der Form einer Handelsgesellschaft im Sinne des Gesellschaftsgesetzbuches gegründet wurde, kommt für die beihilfefähigen Kosten nach § 1 in Betracht."

Art. 2 - Artikel 13 Paragraph 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Bei den Diensteanbietern handelt es sich, was den Scheck "Kreislaufwirtschaft" betrifft, um die im Rahmen der Artikel 10 und 11 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zugelassenen Diensteanbieter, deren Kompetenzen und Fachkunde mit den beihilfefähigen Kosten nach Artikel 7 § 1 übereinstimmen."

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 3. Oktober 2022

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206253]

3 OKTOBER 2022. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1^o, 3^o en 4^o, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1^o en 2^o, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1^o en 2^o, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o en 6^o, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 20;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juli 2022;

Gelet op advies nr. 71.937/2/V van de Raad van State, gegeven op 31 augustus 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, en 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 7. § 1. De in aanmerking komende kosten via de cheque circulaire economie zijn de kosten voor de diensten van gespecialiseerde deskundigen die de onderneming bijstaan in haar econconceptie en het afstellen van duurzame producten en diensten, maar eveneens in de optimalisering en de verbetering van industriële processen en organisatieprocessen en zelfs voor de begeleiding in de reflectie over de evolutie van hun zakenmodel in een functionaliteitslogica.

De prestatie valt onder één van volgende categorieën:

1^o economische haalbaarheidsstudie van het project circulaire economie of evolutie van de activiteit naar meer circulaire wendbaarheid:

a) detectie van acties in de circulaire economie die uitgevoerd kunnen worden in de organisatieprocessen en het business model van de onderneming waarbij meer bepaald beoogd wordt de evolutie van het business model naar functionaliteits- en samenwerkingseconomie;

b) de analyse van de impact van acties inzake circulaire economie op de kostprijzen, de operationele kosten van de onderneming en de organisatievormen;

c) de analyse van hindernissen of dwingende factoren in normgeving, administratie, wetgeving en identificatie van de economische of praktische voorwaarden die vervuld dienen te worden of de strategie die aangenomen moet worden om van het project een succes te maken;

d) de analyse van de potentiële markt en de concurrentie waarbij rekening gehouden wordt met het circulair karakter van de nieuwe 'activiteit', de nieuwe 'dienst';

e) de stappen en kosten in verband met de inzet van een voldoende kritische massa van instroom die op lange termijn nodig is om de bestendigheid van het project te garanderen;

f) studie inzake ontplooiing van het project en omschrijving van de strategie: identificatie van de kritieke fases van het project in de tijd, de hulpmiddelen en de middelen die daarbij ingezet dienen te worden;

g) de kosten in verband met het onderzoek naar inzamelnetwerken die kritische massa's kunnen bereiken of een wederzijds verband kunnen opzetten, de kosten in verband met het onderzoek naar de invoering van een distributieve en logistiek net voor wederopname van producten na gebruik;

h) de kosten in verband met het onderzoek naar de economische impact van de dematerialisatie van bepaalde organisatieprocessen met het oog op een optimaler gebruik van fysieke rijkdommen;

i) een business plan en een financiële constructie voor het concreet omzetten van het project inzake circulaire economie;

2^o de technische haalbaarheidsonderzoeken voor het project inzake circulaire economie;

a) het in kaart brengen in de onderneming of daarbuiten van afzettingen of stromen inzake met name grondstoffen, energie, water, beschikbaarheid ervan, wijze van inzet en gebruik of deling of wederzijds gebruik, identificatie en benadering van betrokken partners wat betreft de wederzijdse gebruikmaking: de diensten zijn uitgesloten;

b) de analyse van hindernissen of dwingende factoren in normgeving, administratie, wetgeving en identificatie van de technische of praktische voorwaarden die vervuld dienen te worden of de strategie die aangenomen moet worden om van het project een succes te maken;

c) de stappen in verband met de technische machtigingen of kwaliteitssystemen die vooraf of naderhand geïmplementeerd moeten worden;

d) de ecoconceptie van producten;

(1) het in kaart brengen van duurzame en circulaire materialen, reeds op de markt voorhanden, die in de plaats gesteld kunnen worden van een stof die gebruikt wordt door de onderneming en heden niet recycleerbaar of niet-circulair is, identificatie van de potentiële leveranciers;

(2) de design- en studiekosten die het gebruik van minder materiaal mogelijk kunnen maken, die het uit elkaar nemen van het product voor recyclage of inwisseling van onderdelen, voor een langere levensduur of hergebruik, een vlottere scheiding van elementen van verpakkingen met het oog op een vlottere recyclage;

e) de identificatie van de bestaande technologieën en uitrustingen, beschikbaar op de markt en waardoor de implementering of de productie van het project inzake circulaire economie mogelijk wordt;

f) de kosten in verband met de productie van test- of pilootreeksen, eventueel in onderaanneming bij een industrieel.

3° de analyse van de levenscyclus gebaseerd op een erkende methode waarvoor de deskundige zijn competenties en dossierkennis zal aantonen. Deze analyse moet ertoe strekken, hot spots te identificeren (= de posten van de voornaamste emissiebronnen, geïdentificeerd in de betrokken perimeter, waarvan het belang beoordeeld werd. Zij worden met grote aandacht onderzocht daar de implementering van alternatieve oplossingen de meeste impact zal hebben op de omschreven perimeter en de omschrijving van een actieplan voor circulaire economie met betrekking tot deze hot spots. Daarbij dient een inschatting van hun impacten te worden gevoegd, aangevuld en gedocumenteerd met een kritische analyse.

a) Analyse van de levenscyclus van een duidelijk omschreven en aangeduid product of dienst, met als doel de identificatie van "hot spots" en van denksoren voor acties in de circulaire economie (die minstens in één van vier volgende pijlers van de circulaire economie ingebed zijn: ecoconceptie, reverse logistics, industriële symbiose en nieuwe business models) evenals een schatting van hun impacten. De studie dient een "beeld" te bevatten van de huidige situatie voor de omschreven perimeter en een becijferde raming van de verwachte impacten van de implementering van de acties, geïdentificeerd in de hypothese waarin het beoogde doel wordt bereikt.

b) Analyse van de levenscyclus van een significant deel van de activiteit van de onderneming, met als doel de identificatie van "hot spots" en van denksoren voor acties in de circulaire economie (die minstens in één van vier volgende pijlers van de circulaire economie ingebed zijn: ecoconceptie, reverse logistics, industriële symbiose en nieuwe business models) evenals een schatting van hun impacten.

De studie dient een "beeld" te bevatten van de huidige situatie voor de omschreven perimeter en een becijferde raming van de verwachte impacten van de implementering van de acties, geïdentificeerd in de hypothese waarin het beoogde doel wordt bereikt.

c) Analyse van de levenscyclus van de globale activiteit van de onderneming, met als doel de identificatie van "hot spots" en van denksoren voor acties in de circulaire economie (die minstens in één van vier volgende pijlers van de circulaire economie ingebed zijn: ecoconceptie, reverse logistics, industriële symbiose en nieuwe business models) evenals een schatting van hun impacten.

De studie dient een "beeld" te bevatten van de huidige situatie voor de omschreven perimeter en een becijferde raming van de verwachte impacten van de implementering van de acties, geïdentificeerd in de hypothese waarin het beoogde doel wordt bereikt.

§ 2 Enkel de onderneming gevestigd als handelsvennootschap in de zin van het Wetboek van vennootschappen komt in aanmerking voor de in aanmerking komende kosten van § 1. ».

Art. 2. Paragraaf 1 van artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt: "De dienstverleners zijn voor de cheque circulaire economie de dienstverleners erkend in het kader van de artikelen 10 en 11 van het decreet van 21 december 2016 waarvan de bevoegdheden en de expertise in overeenstemming zijn met de in aanmerking komende kosten bedoeld in artikel 7, § 1."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 3 oktober 2022.

W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2022/40609]

25 MAART 2022. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 2022 betreffende bepaalde subsidies die worden beheerd door het bestuur Brussel Economie en Werkgelegenheid van de GOB die worden gelijkgesteld aan de uitgaven onderworpen aan organieke regels

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Begroting,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de artikelen 81, eerste lid, 82, derde lid en 83, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende de begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de uitvoering van de begroting van de gewestelijke entiteit, de artikelen 50, § 2 en 76, § 3;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2022/40609]

25 MARS 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2022 concernant certaines subventions gérées par Bruxelles Economie et Emploi qui sont assimilées aux dépenses soumises à des règles organiques

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Budget,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les articles 81, alinéa 1, 82, alinéa 3 et 83, alinéa 1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale, les articles 50, § 2 et 76, § 3 ;